

cette quantité est allée aux acheteurs du continent qui ont acheté le poisson frais, salé ou en vrac, et l'ont retransformé pour le revendre surtout sur le marché cubain.

Mais ici, au Canada, nous avons une autre occasion d'étendre notre marché du poisson. J'aimerais qu'un vaste programme de publicité soit mis en œuvre par le gouvernement et les vendeurs de poisson,—le gouvernement provincial pourrait peut-être s'en occuper aussi, mais l'industrie et le gouvernement fédéral devraient s'en charger,—afin de mieux faire connaître ces produits par tout le Canada. Le poisson salé peut être un met fort délicat, s'il est bien cuit. Cependant, très peu de Canadiens savent comment le faire cuire. Il y a néanmoins des spécialistes. On peut en trouver au Brésil et au Portugal. Je crois qu'il vaudrait la peine d'en faire venir quelques-uns ici et de leur faire parcourir le Canada pour qu'ils fassent cuire un peu de poisson salé pour nos compatriotes canadiens et leur fassent acquérir un goût pour ce mets savoureux.

M. Baskin: Où est votre tablier?

M. Carter: Je ne suis pas cuisinier. Je suis un connaisseur. Je crois que cela termine ce que je voulais dire du poisson salé, monsieur le président; mais il y en aurait bien plus à dire, car il y a beaucoup de facteurs dont il faut tenir compte quand on parle du programme commercial d'un pays comme le Canada. Je veux parler de facteurs comme les taux du change et les problèmes concernant la conversion des devises. Je pourrais dire que la prime actuelle sur le dollar canadien constitue une autre difficulté pour les apprêteurs de poisson frais qui sont obligés de vendre leurs produits entièrement sur le marché américain. Il y a aussi le problème de la stabilité des devises, des frais de transport, dont j'ai déjà fait mention, et des subventions directes et indirectes dont a parlé cet après-midi l'honorable député de Bonavista-Twillingate.

Mais avant de terminer, j'aimerais dire un mot au sujet du commerce avec la Chine. Je ne sais pas si nous devrions entrer en relations commerciales avec la Chine, et je ne crois pas qu'il s'en trouve parmi nous ce soir pour déterminer en toute sagesse si nous devrions le faire. S'il se trouve un problème à l'égard duquel nous ayons besoin des lumières divines, c'est bien celui-là. On peut faire valoir de bons arguments tant en faveur qu'à l'encontre du commerce avec la Chine. Comme Macaulay l'a déjà dit, j'aimerais bien pouvoir être aussi certain au sujet d'une seule chose que le sont au sujet de tout mes honorables amis placés à ma droite.

[M. Carter.]

Lorsque nous sommes en face d'un tel problème, je crois bien que tout se réduit à une question de motif: pour quoi voulons-nous le faire. La justesse ou l'erreur ou le bien ultime ne peuvent être séparés de nos motifs, quelle que soit notre action. Je sais que nous avons une doctrine très populaire que nous appelons l'intérêt personnel bien compris et qui, comme le nom l'implique, est basé sur un motif égoïste, des avantages intéressés. Si nous agissons par égoïsme, si notre action tient uniquement à quelque chose que nous obtiendrons pour nous-mêmes, pas en fin de compte, dans notre intérêt bien compris. Et si nous n'agissons pas à notre avantage, nous n'agissons pas de façon éclairée. A mon avis, un égoïsme éclairé est une contradiction dans les termes. Quoi qu'il en soit, il y a un point que je veux signaler. Nos amis les communistes Chinois, tout comme les Russes, n'agissent pas d'après leurs propres intérêts. Ils ne se préoccupent pas le moins du monde d'accroître la prospérité de leur pays, d'accroître le commerce, de réduire un excédent ou de quoi que ce soit. Cela ne compte pas du tout pour eux. La seule chose qui compte est celle-ci: Est-ce que cela va les aider à gagner la guerre froide? Est-ce que cela va leur permettre de répandre leur doctrine à travers le monde et d'asservir les populations? Nous devons veiller avec un égal souci, tant à leur faire manquer leur objectif, qu'à faire en sorte que de notre côté nous agissions dans le sens du mode de vie auquel nous souscrivons tous.

M. Nasserden: D'abord, monsieur le président, j'aimerais féliciter le ministre du Commerce et le gouvernement en général de leurs efforts pour corriger cette tendance de notre commerce qui avait atteint de telles proportions ces dernières années qu'en l'espace de dix mois elle a amené le peuple canadien à souscrire à la politique du gouvernement actuel et à transformer une Chambre de 170 libéraux environ en une Chambre de 200 conservateurs. Ce bouleversement politique a sa signification dans notre histoire, notamment si l'on consulte le dossier de la vente des produits agricoles.

Au cours de ce débat, on a parlé des ventes de blé et des programmes d'organisation des ventes de blé de ce gouvernement. Je pense que l'honorable député d'Ottawa-Ouest a essayé d'enlever au gouvernement une partie du mérite qui lui revient pour le magnifique travail qu'il a accompli en augmentant nos ventes de céréales sur les marchés mondiaux. A ce propos, j'aurais quelques observations à formuler. Le gouvernement a nommé une Commission du blé chargée d'étudier la situation et de trouver les moyens